

CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R E T

n° 173.551 du 16 juillet 2007

A.98.475/XIII-2009

En cause : **la Société anonyme L'ESSOR,**
ayant élu domicile chez
Me France MAUSSION, avocat,
rue de Loxum 25
1000 Bruxelles,

contre :

la Région de Bruxelles-Capitale,
représentée par son Gouvernement,
ayant élu domicile chez
Me Jean-Paul LAGASSE, avocat,
place de Jamblinne de Meux 41
1030 Bruxelles.

Partie intervenante :

UHL Theodor,
ayant élu domicile chez
Me Jacques SAMBON, avocat,
rue des Coteaux 227
1030 Bruxelles.

--

LE PRESIDENT F.F. DE LA XIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 18 décembre 2000 par la société anonyme L'ESSOR qui demande l'annulation de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 octobre 2000 annulant les permis d'environnement délivrés le 1^{er} octobre 1999 par l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement pour l'exploitation des installations classées des immeubles "Les Tulipiers" et "Les Erables"

à construire rue Gérard à Etterbeek ainsi que les décisions du collège d'environnement du 14 janvier 2000;

Vu la requête introduite le 20 avril 2001 par laquelle Theodor UHL demande à être reçu en qualité de partie intervenante;

Vu l'ordonnance du 2 mai 2001 accueillant cette intervention;

Vu les mémoires en réponse et en réplique régulièrement échangés;

Vu le mémoire en intervention;

Vu la lettre du 7 février 2007 adressée au Conseil d'Etat par l'avocat de la requérante;

Vu le rapport de M^{me} MARTOU, auditeur au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 59 du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 5 mars 2007 ordonnant le dépôt du rapport et convoquant les parties à comparaître le 29 mars 2007 à 9.30 heures;

Vu la notification de cette ordonnance et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M^{me} GUFFENS, conseiller d'Etat;

Entendu, en leurs observations, Me D. LEGRAND, loco Me Fr. MAUSSION, avocat, comparaisant pour la requérante, Me G. VAN HAMME, loco Me J.-P. LAGASSE, avocat, comparaisant pour la partie adverse, et Me J. SAMBON, avocat, comparaisant pour la partie intervenante;

Entendu, en son avis conforme, M^{me} MARTOU, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, par sa lettre du 7 février 2007, l'avocat de la requérante fait savoir au Conseil d'Etat que le recours en annulation a perdu tant son intérêt que son objet; qu'il y a lieu d'interpréter ce courrier comme valant acte de désistement; que rien ne s'oppose à ce que le désistement soit accueilli,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le désistement est décrété.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 297,48 euros, sont mis à la charge de la requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XIII^e chambre, le seize juillet deux mille sept par :

M ^{mes} GUFFENS, MALCORPS,	conseiller d'Etat, président f.f., greffier.
--	---

Le Greffier,

Le Président f.f.,

M.-Chr. MALCORPS.

S. GUFFENS.